

Conseil National de l'UMP
Intervention de François Fillon

Cher Xavier,
Mes chers amis,

Cet après midi, le Président de la République sera parmi vous, et il vous parlera de la France que nous servons depuis deux années et demi. Votre soutien ne lui a jamais fait défaut. Malgré les critiques parfois blessantes de l'opposition, malgré la crise financière, malgré la récession économique, nous tenons notre cap. Nous ne sommes pas dans une période comme les autres. Nous devons à la fois répondre à une récession mondiale qui a fortement réduite nos marges de manœuvres puisque l'année prochaine, les ressources de l'Etat seront inférieures de 20% à celles de 2008. Et nous devons parallèlement faire face à un basculement historique que cette crise a accentué: je veux parler de la montée en puissance des pays émergents qui place frontalement le modèle occidental en situation de concurrence et en risque de déclin.

Face à ce défi, la France n'a pas d'autre choix que de rassembler toutes ses forces et toutes ses intelligences pour rester dans la course au progrès. C'est une œuvre de longue haleine. Elle nous commande de travailler pour l'intérêt général et non pour les sondages du jour. Elle réclame ténacité, sang froid et loyauté.

Plus que jamais, il faut tenir nos engagements car ce principe est au cœur de la confiance démocratique.

L'heure n'est pas au bilan, car il nous reste tant de choses à faire pour relancer notre économie, renforcer notre pacte social, réaffirmer l'autorité de la République, mais nous pouvons regarder le chemin parcouru sans rougir.

80% des réformes promises ont été réalisées.

On peut être pour ou contre ces réformes, mais du moins nous pouvons regarder les Français dans les yeux et leur dire que nous sommes fidèles à notre projet.

Et cette fidélité, c'est elle qui nous permet de surmonter les résistances; c'est elle qui nous permet de transcender les humeurs changeantes de l'opinion; c'est elle qui nous permet de légitimer la droiture de notre action.

Le fil de rouge de cette action, c'est la modernisation de la France.

Notre vieille nation n'est pas condamnée au déclin qui frappe toujours les peuples qui refusent de regarder la réalité en face; ceux qui choisissent de décliner en paix plutôt que de vivre en risque.

La France dispose du pouvoir de rayonner, de créer des richesses, d'inspirer les ruptures technologiques du XXIème siècle.

Mais encore faut-il aller au bout des trois objectifs que nous nous sommes fixés: accroître la productivité de la sphère publique, accentuer la compétitivité de la sphère économique, remettre à jour notre modèle social.

Sur bien des sujets, le changement est déjà en marche, et c'est pourquoi j'ai la conviction que ces trois objectifs sont atteignables.

Sur les régimes spéciaux de retraite, nous avons rompu avec une inégalité sociale qui était criante, mais que tous les gouvernements craignaient de trancher. Cela n'est qu'une étape dans la sécurisation de nos régimes de retraites, puisque l'espérance de vie continue de progresser au rythme d'un trimestre par an. En 2010, nous aurons un nouveau rendez-vous sur les retraites que nous n'esquiverons pas. Ce rendez-vous n'est ni de droite, ni de gauche, il est implacablement démographique.

Sur l'autonomie des universités, nous avons rompu avec une situation de blocage qui était restée inchangée depuis 1984 ! Nous assistions depuis près de trente ans au déclin des universités françaises année après année. L'année prochaine, une cinquantaine de nos universités seront autonomes, et elles seront en mesure de livrer la bataille de l'intelligence.

Sur les droits de succession et les donations, nous avons rompu avec les pratiques confiscatoires du passé. 90.000 ménages y ont eu recours, et le don moyen est de 20.000 euros. Nous sommes là au cœur des valeurs de la classe moyenne. Elle qui croit au travail, qui aspire à la sécurité, elle qui voit dans la transmission de ses héritages l'un des sens de la vie.

Avec la défiscalisation des heures supplémentaires, nous avons démantelé le mythe du partage du travail, et d'ailleurs, aujourd'hui, personne ne nous propose plus cette solution comme une réponse à la crise du chômage que nous connaissons, et dès que la croissance retrouvera un rythme plus soutenu, nous verrons alors ce dispositif se redéployer dans les entreprises.

Enfin, avec le gel des dépenses de l'Etat et le non recrutement de 100.000 fonctionnaires depuis trois ans, nous avons mis un terme à des décennies de laxisme. Un Etat plus moderne, plus resserré, mieux géré, un Etat qui ferme ses casernes là où il n'en n'a plus besoin, qui fédère ses moyens hospitaliers là où les technologies l'exigent, qui rationalise sa carte judiciaire, c'est un Etat moins coûteux pour la France, mais ça n'est pas un Etat moins efficace pour les Français.

Tous ces changements réalisés en 30 mois seulement, sont la marque de la rupture qu'avait promise Nicolas Sarkozy . Ils sont la marque d'une mutation culturelle et politique. Durant des décennies, on a dit que le peuple Français était viscéralement frileux et fondamentalement conservateur. Nous avons réconcilié nos concitoyens avec le changement, et même réussi à y associer les partenaires sociaux qui sont entrés dans une logique de responsabilité. Nul ne doit s'y tromper: notre démocratie sociale est en pleine mutation. La culture de l'émiettement syndical et de la contestation mécanique est en train d'évoluer au profit d'une contractualisation des relations sociales qui est prometteuse pour notre pays.

Nous avons brisé les clivages binaires qui cadennaient la politique, et qui nous plaçaient si fréquemment sur la défensive.

J'invite les plus anciens d'entre-vous à se souvenir du climat des années 80. Climat étouffant sur le plan intellectuel, où toute pensée non homologuée par la gauche était systématiquement rejetée et dénigrée.

Aujourd'hui, être à l'UMP, c'est être plus moderne et moins dogmatique qu'être au Parti socialiste !

Avec le RSA, la solidarité est moins que jamais le monopole de la gauche. Elle est l'affaire de la République.

Avec la régulation du capitalisme financier dont nous avons été les principaux artisans de G20 en G20, le procès en ultra libéralisme qui nous était injustement fait, est définitivement clos.

Sur l'encadrement et la fiscalité des stocks options, des retraites chapeaux, des parachutes dorés, nous en avons fait davantage que tous les gouvernements socialistes réunis. Il faut dire que ce n'était pas difficile car ils n'avaient rien fait sur ces sujets!

Avec le Grenelle de l'environnement, l'écologie n'appartient plus aux Verts. C'est un enjeu national, européen, et dans quelques jours, nous saurons, à Copenhague, si le monde choisit d'agir sérieusement où s'il regarde ailleurs, pour reprendre la belle formule de Jacques Chirac, tandis que la maison brûle.

Nous entrons dans la phase finale des négociations.

La France y joue un rôle central.

Nous avons engagé toutes nos forces pour que l'esprit de responsabilité l'emporte sur l'égoïsme.

Le Président de la République a convaincu des grands pays comme le Brésil de rejoindre les positions ambitieuses de l'Union Européenne.

Jean Louis Borloo déploie depuis deux mois toute sa force de conviction au quatre coins de la planète pour rassembler les états les plus pauvres, les plus menacés par les changements climatiques.

Le Président OBAMA a pris des engagements, qui certes sont encore loin d'être comparables à ce qu'a décidé l'Europe, mais qui sont un premier pas permettant d'ouvrir une vraie négociation.

La Chine a aussi fait des annonces.

Les difficultés sont néanmoins réelles avant l'accord final que nous espérons tous.

D'abord, il faut que nos grands partenaires mondiaux comprennent que l'Europe ne sera pas la variable d'ajustement de la négociation.

Nous avons déjà beaucoup fait, et cela a payé, puisque le mouvement mondial de réduction du CO2 est désormais engagé.

Mais pour que l'Europe aille plus loin encore, il faudra des engagements de réductions comparables de nos partenaires industrialisés, notamment de la part des Etats-Unis, et de vrais efforts des grands pays émergents.

Il faudra un système crédible permettant de vérifier dans le futur la réalisation effective de tous les engagements chiffrés pris à Copenhague.

Il faudra également que l'accord politique que nous espérons tous se transforme en accord juridiquement contraignant et que la voie soit ouverte pour la création future d'une Organisation mondiale de l'environnement, seul instrument capable de donner de la continuité à l'action qui a été engagée par les pays de l'Union européenne et qui, nous l'espérons, va déboucher à Copenhague.

Il faudra enfin que l'Europe ne soit pas seule à s'engager en faveur de la solidarité financière internationale vis-à-vis des Etats les plus pauvres et les plus menacés par le changement climatique.

Un accord ambitieux et global à Copenhague est désormais possible.

Mais si l'accord n'est pas satisfaisant, et en particulier si certains partenaires internationaux refusent d'assumer leur juste part des efforts nécessaires, la France veillera à ce que l'Union européenne mette en œuvre un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières qui s'appliquerait aux exportations en Europe des pays les plus pollueurs et les moins engagés dans l'effort mondial de réduction du CO2.

Oui, mes chers amis, nous avons fait évoluer la France sur le plan politique, structurel et culturel.

Mais notre effort de modernisation doit se poursuivre inlassablement.

Nous réformons actuellement les collectivités territoriales et nous avons décidé de supprimer la Taxe Professionnelle.

On ne peut pas, d'un côté, s'apitoyer sur la désindustrialisation de la France, et, de l'autre, regretter cette taxe qui frappe aveuglement les investissements des entreprises. La taxe professionnelle aura disparu au 1^{er} janvier 2010. C'est une réforme historique parce que les gouvernements qui ont supprimé des impôts depuis 30 ans, j'allais dire ils se comptent sur les doigts de la main, mais c'est déjà beaucoup trop. Supprimer un impôt aussi important que la taxe professionnelle, c'est un acte très difficile. Mais, en même temps, je pense que les Français reconnaissent que c'est un acte très courageux. Et tous ceux qui viennent nous expliquer jour après jour qu'ils sont naturellement favorables à la suppression de la taxe professionnelle, mais pas de cette façon, sont en réalité ceux qui se sont toujours opposés à ce qu'elle soit supprimée parce qu'ils n'en avaient pas la volonté. Les entreprises françaises ont besoin de voir baisser les charges qui pèsent sur elles parce que nous avons aujourd'hui les entreprises les plus imposées au monde et ce n'est pas dans cette configuration-là que nous pourrions gagner la bataille que j'évoquais tout à l'heure contre les pays émergents.

Qu'est-ce qu'on pouvait supprimer d'autre que la taxe professionnelle pour alléger les charges des entreprises ? Certains disent qu'il fallait abaisser les charges sociales. Mais mes chers amis, 27 mds d'euros d'allègement des charges sociales ont été décidés année après année par les gouvernements successifs. Et aujourd'hui, sur les bas salaires, qu'est-ce qu'il reste comme charges sociales : les cotisations retraites. Qui aujourd'hui peut proposer, avec le sens des responsabilités, de baisser les cotisations sur les retraites ? Baisser l'impôt sur les sociétés ? C'aurait été étrange de moins taxer les profits des entreprises pour conserver un impôt qui, lui, taxe les investissements des entreprises, avant même qu'elles aient fait des profits ?

On ne peut pas, un jour, dénoncer l'empilement des structures et des politiques locales, et, le lendemain, s'insurger devant notre volonté d'instituer un conseiller territorial unique et de clarifier les compétences des collectivités territoriales.

Au Congrès des Maires de France, j'ai estimé nécessaire de rappeler clairement et franchement la réalité de notre réforme.

J'appelle chacun d'entre vous à prendre sa part de la bataille d'opinion qui est engagée.

Trop de contrevérités, de mensonges et de fausses rumeurs ont été propagés par l'opposition. Laisser entendre que le Gouvernement veut recentraliser la France est faux !

Laisser entendre que la taxe professionnelle ne sera pas compensée est faux ! Elle sera intégralement compensée par des transferts de fiscalité et par la création de deux nouvelles taxes : une basée sur le foncier des entreprises, l'autre sur la valeur ajoutée, ce qui d'ailleurs va nous permettre de mettre en œuvre une péréquation que tout le monde réclame depuis des années mais que personne n'a jamais mise en œuvre.

Laisser entendre que la nouvelle contribution économique territoriale sera déconnectée du territoire est faux !

Laisser entendre que les ménages seront affectés par cette réforme est faux ! Et au demeurant, la gauche, dans les collectivités qu'elles gèrent, n'a pas attendu que nous supprimions la taxe professionnelle pour augmenter de façon inconsiderée les impôts.

Laisser entendre que les communes ne pourront plus bénéficier des subventions des départements et des régions est faux !

Laisser entendre que les années 2010 et 2011 n'offrent pas de visibilité est faux, et j'en ai présenté précisément les garanties !

Le Parti socialiste souhaitait transformer de ce Congrès une arène politicienne. Eh bien, il a perdu la bataille parce qu'on n'instrumentalise pas les maires de France !

Ce débat légitime autour de la réforme de la taxe professionnelle et des collectivités territoriales ne doit pas masquer un principe à mes yeux essentiel: élus locaux ou élus nationaux, nous sommes tous comptables de l'intérêt général, nous sommes tous au service de la République. Quand j'entends la gauche expliquer que les régions sont des contre-pouvoirs, c'est un contresens. Les régions sont des morceaux du territoire national et comme les autres collectivités, elles doivent concourir à la mise en œuvre d'une politique qui défend l'intérêt général !

Croyez-vous que c'est en nous divisant que nous allons relever le défi de la compétition internationale ? croyez-vous que c'est en organisant des contre-pouvoirs locaux que nous allons faire reculer la désindustrialisation, que nous allons relever le défi de l'emploi, celui du développement durable, le défi impératif du redressement de nos comptes publics ? C'est une affaire collective, qui transcende les clivages partisans. Bref, c'est une affaire républicaine.

Gouverner la France, c'est toujours une épreuve et ça l'est encore plus quand on est frappé de plein fouet par une crise internationale.

Face à une épreuve aussi violente qui aurait pu balayer notre pays si nous avions pris les mauvaises décisions, on juge une politique à ses résultats.

Et ces résultats, il faut les comparer avec ceux de nos voisins.

Toutes les prévisions indiquent qu'en 2009, c'est la France qui devrait le mieux résister à la crise en Europe. - 2,2% de croissance pour notre pays, -5% pour l'Allemagne, - 4,6 pour le Royaume Uni, - 4,7% pour l'Italie.

Et pour l'année 2010, nous devrions avoir un peu plus de 1% de croissance, l'un des meilleurs taux de la zone euro.

J'avance tous ces chiffres avec humilité, car derrière les statistiques, je sais que beaucoup de nos concitoyens vivent des heures difficiles.

Mais pour autant, nous ne devons pas renoncer à démontrer que notre stratégie fonctionne, et il ne serait pas indécent que l'opposition, qui, depuis le début, s'est trompée à chaque fois depuis le début de cette crise, le reconnaisse.

Nous avons réussi à sécuriser le fonctionnement de notre système bancaire et garantir les dépôts des Français.

Nous avons mis à fond sur l'investissement public et privé, et, malgré la récession, nous sommes arrivés à faire tourner nos entreprises.

Avec la progression de 4% des prestations sociales, avec la mise en place de la prime de solidarité active, avec la suppression du 2^{ème} et 3^{ème} tiers provisionnel pour 6 millions de Français issus des classes moyennes et modestes, nous avons aidé les Français, autant que nous le pouvions, à passer le choc de la crise.

Malgré la récession, le pouvoir d'achat continue de progresser: il devrait être de +2% en 2009.

La consommation des ménages en produits manufacturés a augmenté de +2,3% en septembre et de +1,1% en octobre. Sur un an, la consommation aura progressé de 3,4%.

Il y a un an, la gauche nous expliquait que si nous ne baissions pas la TVA, le pouvoir d'achat des Français allait s'effondrer.

La démagogie obscurcissait son raisonnement économique.

Nous n'y avons pas cédé.

Nous avons mis le paquet sur l'investissement, nous avons privilégié des secteurs porteurs comme celui de l'automobile, et on voit bien aujourd'hui que ce choix a été judicieux. Tous nos partenaires européens regardent avec envie la politique que nous avons conduite, jusqu'au Premier ministre russe qui me disait hier qu'ils allaient mettre en œuvre l'année prochaine la prime à la casse pour encourager l'industrie automobile russe.

Dans ce paysage relativement moins défavorable que nos voisins, le point dur, c'est le chômage.

La France a connu une augmentation du taux de chômage de 25% en un an. Il a doublé en Espagne, doublé aux Etats-Unis, augmenté de 50% en Grande Bretagne et de plus de 30% dans la zone euro.

Je ne me satisfais naturellement pas que notre pays soit avec l'Allemagne celui qui ait le mieux amorti le choc, mais je refuse de voir la gauche masquer ses erreurs et son absence de propositions derrière l'étendard de la lutte contre le chômage.

Avec 3% de croissance, la France restait encore à l'époque l'un des Etats européens les plus mal classés en matière d'emploi.

Avec -2% de croissance, qui, dans notre pays, oserait prétendre qu'il a la solution miracle ?

Avec la fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC, avec la meilleure indemnisation de l'activité partielle, avec la suppression des charges dans les petites entreprises, avec l'extension du CTP et de la Convention de Reclassement Personnalisé, nous faisons le maximum. Il n'y a jamais eu autant d'instruments mis en œuvre par la puissance publique au service de l'emploi.

Jour après jour, nous sortons de la tempête financière et économique.

La reprise se dessine, et tout notre défi consiste maintenant à créer les conditions d'une croissance durable et aussi forte que possible.

C'est l'objectif de la politique d'investissements d'avenir que nous allons engager. Dans les années 60, la France a misé sur le nucléaire, dans les années 70 sur l'aéronautique, dans les années 80 sur le TGV et l'espace.

Aujourd'hui, il faut reprendre une longueur d'avance sur le futur. Nos grandes priorités nationales seront annoncées prochainement par le Président de la République. Nous mettrons en œuvre une politique que les autres pays européens commencent à regarder de près, qui consistera, avec l'intervention publique, à stimuler les secteurs qui sont les plus prometteurs pour l'avenir de notre pays. J'espère, M. le nouveau commissaire au marché intérieur et aux services financiers, que la commission européenne aura à cœur d'initier en Europe une politique identique de soutien aux investissements d'avenir parce que c'est là que le levier sera le plus efficace.

Créer les conditions d'une croissance durable, c'est aussi l'objectif de la remise en ordre de nos comptes publics et sociaux.

S'il est légitime d'aller chercher la reprise en nous endettant, il sera nécessaire de se désendetter pour installer solidement la croissance.

En 2010, nous devons impérativement stabiliser notre déficit par rapport à 2009.

Mais nous devons aussi définir un calendrier et des objectifs précis pour le retour à l'équilibre des comptes publics.

Ce sera l'objet de la conférence nationale sur les déficits annoncée par le Président de la République. Et ce sera le but de la prochaine loi de finances pluriannuelle au printemps.

C'est dans cet environnement difficile, cher Xavier, que nous allons aborder les élections régionales.

Quatre mois nous séparent de cette échéance, et je veux dire à tous les candidats qui porteront nos couleurs qu'ils peuvent compter sur mon soutien et sur celui du gouvernement.

Je ne doserai ni mon appui, ni mon amitié.

Mon devoir est d'assumer avec vous les espoirs et les risques de ce rendez-vous électoral.

Pour l'aborder dans les conditions les plus favorables possibles, il faut avoir à l'esprit quelques principes.

Le premier, c'est d'être uni, et cela dès le premier tour.

La majorité présidentielle ne pouvait être ensemble pour gouverner la France et agir en ordre dispersé pour conquérir les régions ! Personne ne l'aurait compris, et devant cette évidence, la stratégie d'unité proposée par le Président de la République s'est imposée, et c'est aujourd'hui, peut-être notre principal atout dans la bataille qui commence.

Dès le soir du 14 mars, la gauche se livrera au spectacle des rabibochages et des tractations. D'expérience, je peux vous dire d'expérience que ces manoeuvres de dernière minute entre les deux tours sont déléteres...

C'est un obstacle que nous n'aurons pas à franchir.

Grâce au travail d'orfèvre de Jean Claude Gaudin et de la Commission Nationale d'Investitures, le sens du rassemblement et de la responsabilité l'a emporté au sein de la majorité présidentielle.

Un équilibre qui respecte chacune des composantes de la majorité a été trouvé. Chacun a du faire des efforts - et notamment l'UMP, qui s'est montrée digne de ses responsabilités et de son rôle de première puissance de la majorité.

Maintenant, tout le monde devra se plier aux décisions prises, et tout le monde devra faire campagne ensemble sur le terrain. Il faudra mettre de côté les intérêts personnels et les sensibilités partisans aussi légitimes soient-elles.

Ceux qui prendront le risque de mener dans leurs régions des listes parallèles au nom de je ne sais quels arguties politiques, ceux qui esquivent prudemment leurs responsabilités politiques, feront tout simplement le jeu de la gauche.

Le second principe, c'est qu'il faut aborder cette élection de front.

L'aborder de biais, l'aborder sur un registre mineur, l'aborder sans panache, c'est l'assurance d'être battu.

Il faut y aller sans complexe et d'une certaine façon libéré, car nous avons tout à conquérir.

Les élections intermédiaires ne dictent pas la politique de la France, mais ça n'est pas pour autant que nous devons mettre notre drapeau dans la poche.

La gauche va tout faire pour essayer d'instrumentaliser cette élection contre le Président, le Gouvernement et les réformes.

Nous devons assumer notre bilan, nous devons assumer nos convictions, nous devons incarner le changement contre le conservatisme, nous devons placer l'opposition devant la vacuité de ses propositions.

Il ne faut pas laisser au parti socialiste le pouvoir de faire croire aux Français que ses élus régionaux sont sans liens avec les incohérences et les divisions de la rue de Solférino.

Incohérence et vacuité totale face à la crise économique. De la nationalisation des banques, qu'ils réclamaient, à la baisse massive de la TVA, les socialistes ont dit et proposé n'importe quoi.

Incohérence et lâcheté sur la réforme des régimes spéciaux. Non contente d'avoir mis au placard tous les rapports qui lui intimaient d'agir sur les retraites, la gauche a trouvé encore le moyen de manifester contre la réforme.

Une telle inconscience ne vous donne pas vraiment le droit de donner des leçons sur la gestion de notre pacte social.

Enfin, incohérence et irresponsabilité sur l'immigration.

Martine Aubry vient de réclamer une régulation massive.

C'est irresponsable vis-à-vis des Français qui subissent la crise et le chômage.

Irresponsable vis-à-vis de notre politique d'intégration qui ne peut pas produire ses effets si le flux de clandestins n'est pas enrayé.

Irresponsable vis-à-vis de notre lutte contre les réseaux de passeurs qui misent sur notre relâchement.

Irresponsable vis-à-vis des étrangers en situation régulière car lorsque l'illégalité des uns est récompensée, la légalité des autres est alors bafouée.

Irresponsable au regard des engagements pris au niveau européen dans le cadre du Pacte sur l'immigration et l'asile qui proscriit les régularisations massives.

Mes chers amis,

Ce n'est pas seulement en faisant 22 campagnes régionales, chacun dans son coin, que nous combattons cette gauche là et que nous riposterons à ses attaques contre le Président et le Gouvernement.

Il va falloir faire du régional car les Français attendent des propositions précises concernant leurs régions, mais aussi du national !

Beaucoup d'actions gouvernementales ont une résonance régionale.

La relance économique et le combat pour l'emploi que les régions peuvent appuyer. J'ai la faiblesse de penser qu'en la matière notre engagement est plus solide que celui de la gauche. Le grenelle de l'environnement qui doit être relayé par les collectivités locales. C'est nous, et non l'opposition, qui avons enclenché la mutation du développement durable. C'est nous qui avons eu le courage d'instaurer la taxe anticarbone, et non la gauche qui s'est prudemment mise au abri alors même qu'elle avait signé, en 2007, le pacte de Nicolas Hulot, qui prévoyait la création de cette taxe anticarbone.

La bataille de l'intelligence qui s'inscrit dans le mouvement d'autonomie de nos universités dont leur ancrage dans le tissu local est renforcé.

Je pense au rétablissement de nos comptes publics.

Depuis trois ans, l'Etat fait des efforts. Depuis cinq ans, les régions socialistes n'en font aucun.

Sur la fiscalité régionale, la gauche s'est révélée insatiable. Nous devons, dans cette campagne, incarner la responsabilité fiscale.

La ruralité que nous avons décidé, avec le président de la République de placer au cœur de notre action en 2010.

Enfin la nouvelle décentralisation que nous projetons pour les prochaines années.

Cette réforme de la décentralisation est sensible et complexe pour les élus. Mais elle ne l'est pas pour les Français.

Si la gauche est hostile à la clarification des compétences des collectivités locales, eh bien qu'elle le dise clairement aux électeurs !

Si elle est hostile au conseiller territorial, c'est-à-dire au rapprochement du département et de la région, eh bien il faut qu'elle ait le courage de le dire aux Français !

Mes chers amis,

La vérité, c'est que la réforme que nous proposons est d'une extrême simplicité. Nous voulons rationaliser l'organisation de notre territoire en renforçant deux couples : d'un côté les communes et les communautés de communes qui doivent eux-mêmes se rapprocher, de l'autre les départements et les régions qui doivent travailler ensemble. Il ne faut plus demain qu'il y ait un seul fonctionnaire territorial dans un département qui ait la même responsabilité, le même travail qu'un fonctionnaire territorial dans une région.

Notre devoir est clair.

Face aux divisions de la gauche, nous devons incarner le rassemblement des Français.

Face au conservatisme de la gauche, nous devons être ceux qui prennent le risque du changement pour protéger notre modèle social et notre projet de civilisation.

Face à la coalition des intérêts catégoriels nous devons être les défenseurs inlassables de l'intérêt général.

Face aux tentatives d'instrumentalisation des collectivités locales contre l'Etat, nous devons être les garants de l'unité de la République.

La bataille des régionales participe à la grande entreprise de rénovation de notre pays engagée par le président de la République.

Je vous invite à la mener avec la même force et la même détermination que Nicolas Sarkozy met dans l'aventure et l'effort de réforme qu'il a entrepris pour notre pays. C'est en conduisant les réformes au même rythme au plan local et au plan national que nous nous donnerons à notre pays toutes ses chances de figurer au premier rang en ce début du XXIème siècle.